règne de Henri VIII (Déclaration de la Chambre des Lords de 1553, entrée dans le journal, et préambule de la loi passée à ce sujet.)

Voici ce que dit la grande autorité parlementaire Sir Edward Coke :

Quand les bills ont été votés par les deux chambres, le consentement royal du Souverain ne put être donné autrement que par commission ou en personne en présence des deux chambres (1er juin 1621.)

Tous les auteurs constitutionnels déclarent que les bills doivent être sanctionnés en présence des deux chambres. Il serait donc absurde d'avoir une dissolution qui détruirait deux mois de session.

Mais il y a d'autres considérations qui militent fortement contre la démarche que ferait le gouvernement du jour.

Lorsque le gouvernement Joly viendra dire au Gouverneur : " Il nous faut des élections," ce sera l'aveu qu'il est à bout de moyens et qu'il ne peut rétablir l'harmonie entre les deux chambres de la Législature.

Le droit et le devoir du Lt-Gouverneur c'est de leur répondre immédiatement : " Etes vous sur de régler la difficulté de cette manière ? N'existe-t-il pas d'autres moyens de ramener l'entente ?"

Supposez, en effet, des élections générales; supposez que l'immense majorité du pays se range du côté de M. Joly. Cela vous donnera-t-il les subsides ? En aucune manière, si le Conseil persiste dans son refus. Et pourquoi ne persisterait-il pas comme le Conseil législatif de Victoria, à qui les élections générales ne font rien et qui a maintenu sa première attitude, à la suite d'appels au peuple réitérés ?

Ce n'est donc pas un moyen infallible que celui suggéré par le gouvernement Joly.

Mais il y a un autre moyen. Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, usant du droit qu'il a de se mettre en relations constitutionnelles avec ceux qui ont refusé les subsides, n'a qu'à dire à quelqu'un du Conseil Législatif " Etes vous capable de mettre les deux Chambres d'accord." " Certainement oui, lui dira cet honorable Conseiller, si vous nous autorisez à vous fournir d'autres aviseurs qui auront la confiance des deux chambres." Il est certain que le choix d'un autre gouvernement qui sera soutenu par les deux chambres est chose facile. Il est juste que le Lt-Gouverneur donne au gouvernement Joly tout le temps raisonnable pour arriver lui-même à ce résultat : mais il serait injuste pour le pays qu'on le soumit au trouble d'élections générales dans le seul but de tenir M. Joly au pouvoir, lorsqu'il y a une manière si simple de rétablir l'harmonie.

Cette manière d'agir est justifiée par un précédent en Canada. En 1858, le ministère Brown-Dorion éprouva un refus de dissolution des chambres et voici l'analyse des raisons que donna Sir Edmund Head, Gouverneur-Général du Canada :

Toronto, 4 Août 1858.

Son Excellence le Gouverneur Général a reçu l'opinion du Conseil Exécutif sur la dissolution du Parlement.

Sans aucun doute, le Gouverneur Général doit agir avec justice et impartialité envers tous les partis politiques réunis, il a aussi des devoirs à remplir envers la Reine et envers le peuple du Bas-Canada, devoirs beaucoup plus grands que ceux qu'il doit à n'importe quel parti.

Il s'agit de décider ceux avant t... justice p... Il n'a... Général... chambre... cord ave... que nou... chambre... leurs pr... .. Il y a... mandent... la diss... .. Second... en lieu... pouve r... cependant... entrainer... soient ac... toire. Troisiè... Parleme... Il est p... essentiel... une part... importan... chambre... affaires p... .. IL EST... D'ÉPUISER... DE SOUM... FERS DAN... BARRAI... ÉLECTION... Le Go... persuadé... TUISÉ... former... affaires... durant la... majorité... Après... les ajou... de vive... respect... Excellen... ment po... .. A la... le Con... vé d... verneu